



SPECIAL FRANCE

Marché sensible

COMPTABILISATION ET
TRAITEMENT DES FACTURES
FOURNISSEURS ET TRAITEMENT
DES RELANCES FOURNISSEURS

Les parties en rouge sont à renseigner par le soumissionnaire
Les parties surlignées en jaune sont à compléter par le CEA au cas par cas

Réf : DAPS_S2MN_CC_PM_FACT_FOURN_2025 (B25-01180)

Projet d'Accord-cadre n°5000000xxx

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur Eric STEHLE, agissant en qualité de Directeur des Achats et des Partenaires Stratégiques,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La **société**, domiciliée au, au capital de, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro R.C.S., représentée par, agissant en qualité de

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

SOMMAIRE

1. OBJET.....	3
2. DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	3
4. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION.....	4
5. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.....	6
6. CONDITIONS FINANCIERES	8
7. REVISION DES PRIX	9
8. CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	9
9. REGIME FISCAL	10
10. CONFLIT D'INTERET	10
11. CONFIDENTIALITE	11
12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	11
13. MARCHE SENSIBLE.....	12
14. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	14
15. DUREE	14
16. PENALITES	14
ANNEXE 1 – ACCORD UNILATERAL DE CONFIDENTIALITE	16
ANNEXE 2 - ENCADREMENT DU TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	17

1. OBJET

Le présent accord-cadre définit les conditions dans lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de prestations de comptabilisation et de traitement de ses factures fournisseurs et de traitement des relances fournisseurs.

Le présent accord-cadre s'exécute sur la base de bons de commande, dans les conditions prévues au présent accord.

Le présent accord-cadre est conclu sans minimum d'engagement financier et avec un montant plafond.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre, lesquelles prévalent, et de ses annexes qui en sont partie intégrante, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les questions/réponses en date du ;
- le cahier des charges de l'accord-cadre référencé SFC/YL/2025-38 ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022) ;
- et, à titre supplétif, la proposition du Titulaire **référéncée** en date du

Les conditions générales de vente du Titulaire sont inopposables au CEA, quelle qu'en soit la forme, hormis celles issues des dispositions légales d'ordre public.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance des documents mentionnés ci-dessus, dont il accepte les dispositions.

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont la comptabilisation des factures fournisseurs et le traitement des relances factures fournisseurs du CEA, sont définies de façon détaillée au cahier des charges référencé ci-dessus. Elles devront être en tous points conformes aux exigences fixées par ce dernier et seront rémunérées sur la base des prix définis à l'article 6 du présent accord.

4. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation générale

Les prestations objet du présent accord-cadre, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat quant à la fourniture de livrables à l'égard du CEA. Il est le seul responsable des moyens mis en œuvre et met en place le personnel nécessaire dont il assure seul l'encadrement et la direction.

Le Titulaire se conforme à toutes les instructions qui lui seront données par le CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner des instructions.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiés au titre du présent accord-cadre, s'engage à les effectuer dans le respect des règles de l'art, des réglementations qui leurs sont applicables et dans le souci d'en optimiser la qualité.

En sa qualité de professionnel, le Titulaire est expressément tenu à l'occasion des missions fixées au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

Le Titulaire a la responsabilité de toutes les phases d'exécution des prestations. La remise de documents en cours de réalisation ne le dégage pas de cette responsabilité. De plus, l'examen par le CEA des documents établis, vérifiés et approuvés par le Titulaire, ainsi que les modifications qu'il apporte à une de ces pièces à la demande du CEA n'atténue en rien les responsabilités qui lui incombent.

Le Titulaire apportera tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Il informera le CEA de tout évènement susceptible de compromettre le bon déroulement ou la qualité des prestations, sans que cette information modifie ses obligations contractuelles.

4.2.2 Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance s'exécute dans les conditions définies à l'article 7 des CGA.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas sous-traiter l'exécution de certaines prestations spécifiques sans l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le CEA et de l'agrément par lui des conditions de facturation. Cette demande d'acceptation doit être accompagnée de tous les éléments permettant de juger de la compétence de ce sous-traitant pour le domaine concerné (cf : formulaire de Demande d'Acceptation de Sous-Traitance fourni sur demande du Titulaire au CEA et à renseigner)

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent accord-cadre.

Toutefois, même avec l'autorisation de sous-traitance, le prestataire reste responsable et garant envers le CEA des objectifs, de la bonne et complète exécution des prestations, aucune modification de l'accord ne pouvant en résulter.

Le CEA se réserve le droit d'auditer, d'accepter ou non le sous-traitant proposé par le prestataire.

Le Titulaire a présenté dans son offre relative à l'accord cadre le sous-traitant XXXX pour la réalisation des prestations de XXXX. La signature du présent accord-cadre emporte l'acceptation de ce sous-traitant.

4.2.3 Respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire déclare avoir transmis au CEA les déclarations qui lui incombent notamment en matière fiscale et sociale et les attestations prouvant qu'il s'est acquitté des sommes mises à sa charge (impôts, taxes, cotisations, majorations et pénalités) en matière de fiscalité, de sécurité sociale, d'allocations familiales, de congés payés et de chômage intempéries.

Le Titulaire s'engage à ce que le travail soit réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1 à L. 3243-2 et L. 3243-4 et L. 1221-13 du Code du travail et atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du Code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du présent accord-cadre et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire s'engage à produire au CEA tous les six mois à compter de la signature du présent accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 et D.8222-8 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail),
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

4.2.4 Respect de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé service < SIPSI > du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux sous-traitants du Titulaire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

4.3 Obligations du CEA

Le CEA s'engage à communiquer au Titulaire tous documents, renseignements et données nécessaires à la bonne compréhension et exécution, par le Titulaire, des prestations objets du présent accord.

4.4 Suivi d'exécution de l'accord-cadre

Le CEA organisera une réunion d'enclenchement et des réunions hebdomadaires de suivi de l'accord-cadre, ainsi que qu'une réunion de clôture annuelle, dans les conditions précisées au cahier des charges.

Le Titulaire devra fournir des livrables permettant le suivi des prestations, dans les conditions précisées au cahier des charges. Ces livrables seront envoyés par courriel à l'interlocuteur visé à l'article 5.5 ci-dessous.

5 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

5.1 Formalisme des commandes

La prestation sera exécutée sous la forme d'un bon de commande. Les bons de commande sont établis sur la base des prix des bordereaux de prix unitaires (BPU) figurant à l'article 6 « Conditions Financières ». Ils devront comporter *a minima* ces éléments suivants :

- l'unité prescriptrice,
- le n° du bon de commande (n° en 4000) et le code service,
- le montant du bon de commande,
- le délai de livraison souhaité,
- le destinataire final,
- l'adresse de livraison,
- l'adresse de facturation.

Les bons de commandes comportent leur propre numéro (4000) et référencent le présent accord-cadre (500000XXXX).

Le Titulaire s'engage à refuser et à signaler au CEA tout bon de commande ne relevant pas du périmètre de l'accord. Toute commande verbale reçue doit être refusée par le Titulaire.

5.2 Modalités d'application de l'accord

Le Titulaire exécute les prestations objet du présent accord conformément aux modalités décrites dans le cahier des charges.

Outre la production des livrables définis au cahier des charges, le Titulaire devra participer à plusieurs réunions durant l'exécution de la prestation, dont le planning est précisé dans le cahier des charges. Ces réunions feront l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire et soumis à l'accord du CEA dans un délai maximum de cinq (5) jours calendaires suivant la date de réunion.

5.3 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations faisant l'objet du présent accord seront exécutées dans les locaux du Titulaire, sous l'entière responsabilité de celui-ci.

5.4 Horaires du CEA

Le CEA est fermé durant les jours fériés et certains jours lui étant propres. Durant les jours de fermeture, le réseau du CEA n'est pas accessible.

Les jours de fermeture en 2026 et sur les années suivantes seront communiqués au Titulaire, à sa demande. Une semaine de fermeture est habituellement prévue lors des fêtes de fin d'année ainsi qu'aux alentours du 15 août.

5.5 Moyens mis à la disposition du Titulaire

Dans le cas où la prestation serait exécutée sur un site CEA, une convention d'hébergement pourrait être établie et identifiera les moyens mis à disposition du Titulaire par le CEA.

A ce titre, pour l'exécution de la prestation qui nécessite une présence dans les locaux du CEA, un local pourra être mis à disposition du Titulaire par le CEA pour la durée de la prestation, à titre temporaire et révocable.

Du matériel informatique (ordinateur de bureau de type PC) sera mis à disposition du Titulaire par le CEA pour la durée de la prestation, à titre temporaire et révocable.

Le Titulaire s'engagera contractuellement à n'exporter aucun fichier informatique par quelque moyen que ce soit (cédérom, messagerie électronique, clé USB, disque dur externe, ...) du poste fourni par le CEA vers un poste lui appartenant sans en avoir obtenu l'autorisation explicite et écrite du CEA.

Il appartient au Titulaire de s'assurer du respect des normes de sécurité et de discipline quant à l'utilisation de ce local et de signaler toute anomalie constatée quant à son état et à son équipement.

5.6 Interlocuteurs

Pour l'exécution du présent accord-cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- Pour le CEA :

- o au niveau contractuel : xxxx Tél : xxxx Email : xxx@cea.fr
- o au niveau technique : xxxx Tél : xxxx Email : xxx@cea.fr

- Pour le Titulaire : Tél :
Email :

Le Titulaire s'engage à prévenir le CEA de tout changement d'interlocuteur 15 jours avant le remplacement, par simple courrier postal ou électronique.

5.7 Remplacement de personnel

En cas de changement de personnel, le Titulaire s'engage à procéder au remplacement dudit personnel par un personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes, dans le souci de la bonne exécution de l'accord et de l'atteinte des objectifs spécifiés au cahier des charges.

Les changements sont notifiés par courriel avec avis de réception et prennent effet dès la date de réception dudit courriel.

6 CONDITIONS FINANCIERES

Les prix unitaires applicables aux bons de commande sont les suivants :

Coût du traitement d'une facture (en € HT)	Coût du traitement mensuel des relances (en € HT)
xx	xx

Les tarifs du Titulaire sont forfaitaires et fermes. Ils sont réputés établis aux conditions économiques du mois de **xxx (mois de remise de l'offre du Titulaire).**

Le CEA ne s'engage sur aucun minimum de commande.

Le montant plafond de cet accord-cadre est fixé à 2 900 000 € HT. Ainsi, le montant total des bons de commande cumulés ne pourra dépasser ce montant plafond.

Le Titulaire est dans l'obligation d'alerter le CEA lorsqu'il atteint 50 % puis 70 % de ce montant plafond.

7 REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 6 du présent accord sont fermes pour le deux (2) premières années d'exécution de l'accord, à compter de la date de sa signature. Ils pourront être ensuite révisés annuellement à l'issue de cette période dans la limite plafond résultant de l'application de la formule suivante :

$$T = T0 \times (0,20 + 0,80 \ln / I0)$$

dans laquelle :

- T = tarif révisé du Titulaire,
- T0 = tarif initial du Titulaire,
- ln = dernier indice connu SYNTEC au 1^{er} janvier de chaque année,
- I0 = dernier indice connu SYNTEC à la date d'effet de l'accord.

En début d'année civile, entre le 1^{er} janvier et le 31 janvier, le Titulaire transmettra au CEA/DAPS une notification écrite précisant le taux d'augmentation qui sera appliqué pour la nouvelle année. La révision prendra effet dès la facturation du 1^{er} février de l'année.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas transmettre sa proposition de révision écrite au-delà du 31 janvier de chaque année. Passé ce délai, la révision ne peut s'appliquer pour l'année en cours. La dernière révision appliquée restera en vigueur pour l'entièreté de l'année.

A compter de la prise d'effet de cette révision, les taux seront fermes pour une période d'un an et ce, jusqu'à la prochaine révision.

Si au cours de l'exécution du présent accord, les indices choisis cessaient de paraître, sans qu'il y soit officiellement substitué de nouveaux indices avec leurs coefficients de raccordement, la méthode retenue serait celle recommandée par l'INSEE.

8 CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Le Titulaire fera parvenir au CEA ses factures sur une **base mensuelle**.

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : SAC-C (Saclay) ;
- le numéro de l'accord-cadre 500000xxxx et les bons de commandes (n° 4000).

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture validée par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

9 REGIME FISCAL

Les factures comporteront l'ensemble des droits et taxes en vigueur exigibles au moment du fait générateur. Le présent accord-cadre est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au moment du transfert de propriété.

10 CONFLIT D'INTERET

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêts à l'occasion de l'exécution des prestations du présent accord, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du présent accord, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projet(s) ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

En d'autres termes, l'exclusion d'un Titulaire ne saurait être légalement justifiée par le seul fait que celui-ci a participé aux études préparatoires du projet faisant l'objet d'un autre marché. En revanche, si les informations qu'il a obtenues à l'occasion de ces études préparatoires sont de nature à l'avantager par rapport aux autres Titulaires, il ne devra pas être autorisé à se porter candidat au marché.

Les liens visés ci-dessus peuvent être de nature sociale (appartenance à un même groupe, filiale ou actionnaire à plus de 10 %), économique (client assurant plus de 10 % du chiffre d'affaires du Titulaire) ou résulter d'un accord de partenariat (technique ou commercial) ou de l'appartenance à un même groupement (GIE ou GME Titulaire d'un marché).

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du présent accord en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants, des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

11 CONFIDENTIALITE

Le Titulaire et l'ensemble de son personnel est tenu de maintenir secrets et confidentiels, sans limitation de durée, les informations et documents de toute nature qui pourraient lui être communiqués par le CEA et/ou dont il prendra connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord.

Le Titulaire s'engage à ne communiquer les Informations Confidentielles qu'aux membres de son personnel et sous-traitants éventuels ayant besoin d'en connaître pour les seuls besoins de l'exécution de l'accord. Il prend les mesures nécessaires pour leur faire respecter cette obligation de confidentialité et répond du respect de cette obligation par leurs soins. Il fait signer à chaque de ses salariés intervenant dans l'exécution du présent accord l'engagement figurant en annexe 1 « ACCORD UNILATERAL DE CONFIDENTIALITE ».

Sont notamment considérées comme confidentielles les informations écrites et orales, relatives à l'activité, aux achats et à l'organisation du CEA, que l'exécution du présent accord l'amène à connaître.

Il est toutefois entendu que ne sont pas considérées comme confidentielles les informations tombées dans le domaine public ou connues ou acquises librement avant la conclusion de l'accord. De surcroît, la confidentialité est automatiquement levée en cas de demande d'information émanant d'une autorité judiciaire, administrative, réglementaire ou disciplinaire.

A première demande du CEA, le Titulaire s'engage à lui restituer tous les supports matériels des Informations Confidentielles et à les effacer des supports électroniques sur lesquels il les a éventuellement enregistrées.

Le Titulaire doit, sans délai, avertir le CEA de tout fait pouvant laisser présumer une violation de cette obligation de confidentialité.

12 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

12.1 Clause environnementale

Le Titulaire mettra en œuvre une démarche environnementale tout au long de la prestation.

Les documents livrables devront être remis de préférence dans un format dématérialisé et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisé.

Les déplacements effectués dans le cadre de l'accord devront être réduits en terme d'impact environnemental. Le Titulaire est invité à privilégier les modes de transport respectueux de l'environnement.

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans l'exécution de l'accord. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions de GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

L'ensemble de ces points fera l'objet d'un suivi lors de la réunion annuelle.

12.2 Clause sociale

Le Titulaire s'engage en matière de promotion de l'égalité et de la diversité dans le cadre de la prestation, c'est-à-dire en faveur des profils susceptibles d'être affectés dans l'exécution de la prestation. A la date anniversaire de l'accord, le Titulaire présentera ses mesures et ses actions réalisées dans ce domaine durant l'année écoulée.

13 MARCHE SENSIBLE

L'accord-cadre est un marché sensible au sens de la réglementation portant sur la protection du secret de la défense nationale.

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution de l'accord-cadre la protection des informations et supports protégés qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel l'accord-cadre est exécuté.
2. Le Titulaire reconnaît :
 - avoir pris connaissance :
 - o les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - o des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
 - o de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - o l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
 - o l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI (II 901) du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles.
 - qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.
3. Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations de l'accord-cadre et s'engage à assurer la confidentialité des informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « diffusion restreinte », qu'il est amené à connaître et/ou à détenir pour l'exécution de l'accord-cadre.
4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :
 - avoir pris connaissance :
 - o des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
 - o de l'IGI n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - du caractère sensible des prestations de l'accord-cadre, et de l'obligation qui lui est faite de protéger les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
 - qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

5. Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation de l'accord-cadre des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera, 3 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquêtes administratives.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objet du présent accord-cadre avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le présent contrat.

6. Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies.

Le cas échéant, le Titulaire devra faire l'acquisition auprès de la société PRIM'X Technologies de licences ZoneCentral en nombre suffisant pour la sécurisation des transmissions de messages électroniques avec le CEA.

7. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit de l'accord-cadre, en totalité ou en partie, sans indemnités pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions pénales.

Dans la mesure où l'accord porte la mention complémentaire « Spécial France » au sens de l'IGI 1300, le Titulaire s'engage à s'y conformer et ce pour toute la durée de l'accord, et en particulier à n'affecter à la prestation, objet du présent accord, que du personnel de nationalité française. Par ailleurs, aucune entreprise de droit étranger ne pourra être retenue dans le cadre d'une sous-traitance.

14 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire et le CEA s'engagent à respecter les dispositions figurant en annexe 2 encadrant les traitements des données à caractère personnel.

15 DUREE

Le présent accord est conclu pour une durée de deux (2) ans fermes à compter d'une date comprise entre le 15 janvier 2026 et le 16 février 2026. Cette date d'effet sera notifiée au Titulaire par le CEA au plus tard le 15 décembre 2025, par écrit au titulaire.

Le CEA peut prolonger l'accord une fois de 2 années supplémentaires en respectant un préavis de deux mois avant la date de fin d'échéance du présent accord. Cette prolongation est formalisée par l'envoi d'un courrier. Le préavis court à compter de la date d'envoi de ce dernier.

Le Titulaire ne pourra prétendre à un quelconque dédommagement en cas de non prolongation par le CEA.

Le Titulaire ne pourra s'opposer à ce que les prestations souscrites dans le cadre du présent accord arrivent à leur terme une fois cet accord arrivé à son échéance contractuelle.

16 PENALITÉS

16.1 Pénalités pour non atteinte des objectifs journaliers

Si le Titulaire ne réalise pas la prestation dans le respect des objectifs journaliers de comptabilisation de factures définis à l'article 3.2 du cahier des charges, celui-ci, sur décision expresse du CEA, sera redevable d'une pénalité de 1 000 euros par mois, pour les mois où les objectifs concernant la comptabilisation ou les relances n'ont pas été atteints. Il devra en outre s'assurer que toutes les bonnes pratiques sont en place au sein de l'équipe réalisant la mission et instaurer des mesures correctives sans délai, si nécessaire.

16.2 Pénalités pour non remise de livrable

Si le Titulaire ne remet pas au CEA l'un des livrables référencés au cahier des charges (dit « livrable ») dans les délais demandés après l'achèvement de la période considérée, il sera redevable d'une pénalité de 500 euros par jour de retard.

16.3 Pénalités pour erreur d'exécution

Dans le cas où le CEA constaterait des erreurs de saisie ou de comptabilisation répétées et exclusivement du fait du Titulaire, celui-ci sera redevable au CEA d'une pénalité de 5000 euros par mois, pour les mois où des erreurs ont été constatées par le CEA.

16.4 Caractère des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont cumulables et applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,

Les pénalités sont cumulativement plafonnées à 10% (dix pour cent) du montant total HT de l'accord.

Fait à Saclay,

En deux exemplaires originaux,

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

ANNEXE 1 – ACCORD UNILATERAL DE CONFIDENTIALITE

Madame/Monsieur [nom du salarié receveur d'Informations Confidentielles]

En votre qualité de salarié de la société xxxxxxxxxx, Titulaire de l'accord n°500000XXXX avec le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), vous allez avoir accès à des données sensibles appartenant au CEA (ci-après les « Informations Confidentielles »).

Nous souhaitons donc vous rappeler ci-après les obligations dont vous êtes redevable au titre de votre contrat de travail, de la convention collective applicable et, plus généralement, des lois en vigueur, dans le cadre de la mission qui vous est confiée. Leur non-respect est susceptible d'entraîner des sanctions tant civiles que pénales, notamment en cas d'atteinte au secret professionnel. Il vous exposerait également à des sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement.

Vous trouverez ci-après un rappel de ces règles : xxxxxxxxxx (en sa qualité de société d'expertise comptable) et vous-même êtes soumis au secret professionnel (conformément à l'article 8.5.2 de la convention collective nationale des cabinets d'experts-comptables). Nous vous rappelons que la révélation d'une information dont vous auriez eu connaissance dans le cadre de votre contrat de travail vous exposerait à titre personnel à des sanctions pénales pouvant aller jusqu'à un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende (article 226-13 du Code pénal).

De plus, vous attestez :

- ✓ avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal et de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- ✓ du caractère sensible des prestations du marché ;
- ✓ que vous n'avez pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale ou par le secret professionnel.

Ainsi, vous vous engagez par la présente à prendre les mesures nécessaires pour ne pas divulguer ni diffuser les Informations Confidentielles, sous aucune forme que ce soit, et ce dans le respect de l'accord unilatéral de confidentialité que la société xxxxxxxxxxxxxxxx a signé avec le CEA, dont vous avez eu connaissance.

Vous êtes tenu à cette obligation de secret pour une durée de 10 (dix) ans à compter de la date de réception des Informations Confidentielles.

Vos obligations aux termes du présent accord ne s'étendent cependant pas aux informations dont vous pourriez cependant prouver :

- qu'elles étaient déjà tombées dans le domaine public au moment de leur divulgation ;
- qu'elles sont tombées dans le domaine public après leur divulgation sans que la responsabilité puisse vous en incomber ;

Nous vous prions donc de bien vouloir nous retourner l'original de cet accord par courrier, daté et revêtu de votre signature précédée de la mention « Lu et approuvé ».

En vous priant, [Madame/ Monsieur], d'agréer l'expression de nos salutations distinguées.

Nom et prénom : _____

Date : _____

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives
Centre Paris Saclay - Etablissement de Saclay | Bât 482 PC 70
91191 Gif-sur-Yvette Cedex
T. +33 (0)1 69 08 27 80

Direction des achats et des partenaires stratégiques
Service stratégie et marchés nationaux

Etablissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

ANNEXE 2 - ENCADREMENT DU TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- *Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).*
- *La décision d'exécution (UE) 2021/915 de la Commission européenne en date du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil et de l'article 29, paragraphe 7, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil.*

II. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

Description des opérations réalisées sur les données ¹ :	Comptabilisation des factures dans SAP Chorus, relance des fournisseurs.
Finalité(s) du traitement ² :	Comptabilisation et traitement de factures et de relances.
Type de données à caractère personnel traitées ³ :	Vie professionnelle
Catégories de personnes concernées ⁴ :	Fournisseurs
Autres précisions ou interdictions ⁵ :	NA

¹ Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple si prestation de réservation de voyages : vérification des données, réservation des billets, courriel de confirmation, facturation, encaissement...

² Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles...

³ Les types de données sont principalement : état civil, vie personnelle, vie professionnelle, informations économiques et financières, données de connexion, N° de sécurité sociale, données biométriques, données génétiques, difficultés sociales, données de santé...

⁴ Les catégories de personnes sont principalement : salariés CEA, salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, stagiaires, clients, fournisseurs, visiteurs, sujets de recherche, grand public...

⁵ Préciser, par exemple, si les données ne sont accessibles que sur site CEA.

III. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA

Le Titulaire s'engage à :

1. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet de la prestation ;
2. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le CEA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - 1) S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - 2) Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**
6. Aider le CEA à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire :
 - a. L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques;
 - b. L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le CEA ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque;
 - c. L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le CEA si le Titulaire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes;
 - d. Les obligations prévues à l'article 32 du règlement européen sur la protection des données.

7. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

8. Sous-traitance ultérieure

Le Titulaire dispose de l'autorisation générale du CEA pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue (**à fournir par le prestataire ; cf modèle en fin de clause***), et pour les activités suivantes : **formation initiale des utilisateurs aux outils uniquement.**

Le Titulaire informe spécifiquement par écrit le CEA de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins **2 mois** à l'avance, donnant ainsi au CEA suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés. Le Titulaire fournit au CEA les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

Lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au Titulaire en vertu des présentes clauses. Le Titulaire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement européen sur la protection des données.

À la demande du CEA, le Titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le Titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du CEA, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe le CEA de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles. Le Titulaire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le Titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le CEA a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

Liste des sous-traitants ultérieurs (à fournir par le prestataire**) :*

Le CEA a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants:

Sous-traitant 1 :

- Nom : ...
- Adresse : ...
- Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : ...
- Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés): ...

Sous-traitant 2 :

...

9. Transferts internationaux

- a) Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le Titulaire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du CEA ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement européen sur la protection des données.
- b) Le CEA convient que lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement européen sur la protection des données, le Titulaire et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement européen sur la protection des données en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du

règlement (UE) 2016/679 le 4 juin 2021 dans une décision d'exécution (UE) 2021/914, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

10. Droit d'information des personnes concernées

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le CEA avant la collecte de données.

11. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le CEA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du CEA et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent marché.

12. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : dpd@cea.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

• Violation de données en rapport avec des données traitées par le CEA

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le CEA, le Titulaire prête assistance au CEA:

- a. Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le CEA en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);
- b. Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement européen sur la protection des données, doivent figurer dans la notification du CEA, et inclure, au moins:

- 1) La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés;
- 2) Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel;
- 3) Les mesures prises ou les mesures que le CEA propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais;

- c. Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement européen sur la protection des données, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

• Violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire

En cas de violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire, la notification faite au CEA contient au moins:

- a. Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés);
- b. Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel;
- c. Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

13. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable)	Non demandé
Chiffrement des données à caractère personnel	Non demandé
Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données	(A compléter par le Titulaire ⁶)
Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	(A compléter par le Titulaire ⁷)
Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité	(A compléter par le Titulaire)

14. Sort des données

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

15. Délégué à la protection des données

⁶ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentication-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

⁷ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Stockage sur réseau
- Sauvegardes régulières dans un endroit distinct
- Plan de reprise des données en cas d'incident

Le Titulaire communique au CEA le **nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

16. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CEA comprenant les éléments imposés par le règlement européen sur la protection des données.

17. Documentation

Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

IV. Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire

Le CEA s'engage à :

1. Fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
3. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
4. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.